

## Zoom sur ...

**... la visite du Président Emmanuel Macron en Côte d'Ivoire du 20 au 22 décembre 2019****❖ Réforme des relations de coopération monétaire entre l'UEMOA et la France**

Le 21 décembre, les Présidents français et ivoirien ont annoncé conjointement **la fin prochaine du Franc CFA dans les 8 pays de la zone UEMOA** : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo ; et son remplacement par une nouvelle monnaie commune. Il s'agit d'une **étape préalable à la concrétisation du projet de monnaie unique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)**. Dans la foulée de cette annonce, **un nouvel accord de coopération monétaire**, amené à remplacer le précédent accord signé en 1973, a été signé par Romuald Wadagni, ministre des finances du Bénin et président en exercice du Conseil des ministres de l'UEMOA, et Bruno Le Maire, ministre français de l'Economie et des finances (*photo*).

Trois évolutions majeures ont été actées : i) **le changement du nom de la monnaie de l'UEMOA, qui deviendra l'«ECO»** ; ii) **la fin de la centralisation des réserves de change de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au Trésor français à hauteur de 50%** ; iii) **le retrait de la France des instances de gouvernance** dans lesquelles elle était présente. **La réforme ne remet cependant pas en cause la parité fixe avec l'euro et la garantie de la France**. Le positionnement de la France évolue pour devenir celui d'un simple garant financier. La garantie apportée par la France fonctionnera sur le même principe qu'actuellement : si la BCEAO fait face à un manque de disponibilités pour couvrir ses engagements en devises, elle pourra se procurer les euros nécessaires auprès de la France.

Cette réforme est le fruit de la volonté de l'ensemble des États de l'UEMOA et traduit la confiance supplémentaire de chaque partenaire l'un envers l'autre. **Elle est aussi une étape préalable pour s'inscrire dans la feuille de route du projet de monnaie unique de la CEDEAO**.

Pour rappel, lors de la 55<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats et de gouvernement des pays membres de la CEDEAO organisée en juin 2019, les participants avaient officiellement validé le nom « ECO » comme appellation de la future monnaie commune de la zone, **ainsi que l'adoption à terme d'un régime de change flexible, assorti d'un cadre de politique**

**monétaire axé sur le ciblage de l'inflation**. Les Chefs d'Etat avaient réaffirmé leur engagement pour une entrée en vigueur en 2020 et **opté pour une approche graduelle, prévoyant dans un premier temps l'intégration des membres répondant aux critères de convergence macroéconomique** (déficit public inférieur à 3% du PIB, inflation inférieure à 10%, réserves de change supérieures à 3 mois d'importations, etc.), les autres pouvant être intégrés ultérieurement. Dans un communiqué officiel publié le 28 décembre 2019, le Ghana, membre de la CEDEAO, s'est dit déterminé à rejoindre à terme les pays de l'UEMOA dans l'adoption de l'ECO.

**❖ Signature de plusieurs accords commerciaux à l'occasion de cette visite**

A l'occasion de la visite, plusieurs accords majeurs ont été signés **pour le lancement de la ligne 1 du métro d'Abidjan (Bouygues/Colas/Alstom/Keolis)** :

- L'avenant à la convention de concession validant l'offre technique et commerciale du groupement (devant les présidents) ;
- Une lettre d'intention fixant le cadre général des financements et la gouvernance des décaissements (entre les deux Etats) ;
- Un premier prêt du Trésor de 48 M EUR.

Cinq autres accords commerciaux ont également été signés en marge de la visite officielle :

- **Un prêt du Trésor pour la réhabilitation de pompes hydrauliques en zone rurale** (Vergnet Hydro) ;
- Une convention de concession pour **la construction de la centrale à biomasse Biovéa** (EDF/Meridiam) ;
- Un contrat pour **la mise en place d'un système foncier digitalisé** (IGNFI) ;
- Un MoU pour étudier **la construction d'un nouveau centre de traitement des déchets à Abidjan** (Suez) ;
- Un accord de partenariat sur **l'aménagement urbain** (JC DECAUX).

## BENIN

---

### **SOGEA SATOM maintenu pour la phase supplémentaire de densification et de renforcement du réseau de distribution d'eau potable dans plusieurs villes du pays**

[A l'issu du Conseil des ministres du 18 décembre 2019](#), l'entreprise française SOGEA SATOM a été retenue pour la 2<sup>ème</sup> phase des travaux d'accès à l'eau potable mis en œuvre dans les localités d'Abomey, de Bohicon, d'Agbangnizoun, de Djidja, de Zakpota et de Zogbodomey, et qui s'inscrivent dans le cadre de la planification du gouvernement qui prévoit un accès universel à l'eau potable d'ici 2021. Cette phase supplémentaire, mise en évidence lors des premiers travaux déjà confiés à SOGEA SATOM, consiste principalement en l'installation du réseau de répartition d'eau traitée et permettra d'alimenter les populations non encore desservies par la Société nationale des Eaux du Bénin.

## BURKINA FASO

---

### **Création de l'Agence nationale de formation professionnelle**

Le 8 janvier 2020, l'Agence nationale de la formation professionnelle (ANFP) a été officiellement créée grâce à [l'adoption d'un décret en Conseil des ministres](#). Il s'agit un établissement public regroupant l'ensemble des centres de formation professionnelle du pays, soit : le Centre de formation professionnelle de référence de Ziniaré (CFPR-Z), le Centre de formation professionnelle industrielle de Bobo-Dioulasso (CFPI-B), le Centre d'évaluation de formation professionnelle de Ouagadougou (CEFPO), les 13 centres régionaux et les 12 centres provinciaux de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). L'ANFP sera chargée de la coordination et de l'homologation des structures de formation burkinabées.

### **Bonnes performances du secteur minier en 2018**

Le ministre des Mines et des Carrières, Oumarou Idani, a tenu [un atelier d'information et d'échanges avec les journalistes sur les performances du secteur minier burkinabè](#) les 19 et 20 décembre 2019 à Kombissiri. Selon ses déclarations, la production annuelle d'or au Burkina Faso est évaluée à 52,6 t (5<sup>ème</sup> rang pour les pays africains exportateurs) et celle de zinc à 165 100 t en 2018. La contribution du secteur au PIB est estimée à 11,4%, sa contribution budgétaire directe est de 266 Mds FCFA (405 M EUR), et les recettes d'exportation sont d'environ 1 600 Mds FCFA (2,4 Mds EUR). Le nombre d'emplois directs généré par le secteur est estimé à plus de 10 000, celui des emplois indirects à plus de 25 000, et plus d'1,5 M de personnes tirent leurs revenus de l'activité minière. Le pays compte 15 mines en exploitation et 600 sites d'artisanat miniers. L'exploitation minière artisanale est cependant peu structurée : sur 9,5 t d'or produits dans ce cadre seuls 2,7 t ont été acquis par des acheteurs installés sur les sites en 2016.

### **Salon international du coton et du textile organisé les 30 et 31 janvier à Koudougou**

[La deuxième édition du Salon international du coton et du textile \(SICOT\) se tiendra les 30 et 31 janvier 2020 dans la ville de Koudougou](#) sous le thème : « Transformation du coton, moteur d'industrialisation et de croissance pour les Etats africains ». Cette édition est placée sous le très haut patronage du Président Roch Kaboré et sous le parrainage du Président de la Banque africaine de développement (BAfD). A cette occasion, les quatre pays membres du C-4 en faveur du coton (Mali, Burkina Faso, Bénin, Tchad) tiendront leur 7<sup>ème</sup> réunion ministérielle de coordination du 27 au 29 janvier 2020 dans la ville de Koudougou.

## CAP-VERT

---

### **Baisse du chômage et hausse du sous-emploi au premier semestre 2019**

[Selon l'INE, le taux de chômage est passé de 12,2% en 2018 à 10,7% au premier semestre 2019](#). A l'inverse, le taux de sous-emploi est passé de 14,5% à 21,7%, le taux le plus élevé depuis 2013. Le sous-emploi touche 30,1% des personnes en zone rurale et 27,2% des femmes. Le taux de chômage chez les hommes est estimé à 9,8% au premier semestre 2019 (baisse de 2,8 points de pourcentage par rapport à 2018), alors que chez

les femmes, il a augmenté légèrement, passant de 11,6% à 11,9%. Le taux de chômage des jeunes (15 – 24 ans) est de 25,7% mais il a diminué de 2,1 pp par rapport à 2018.

## COTE D'IVOIRE

---

### **510 M EUR de l'Eximbank chinoise pour le barrage de Gribo-Popoli et le réseau d'eau potable en Côte d'Ivoire**

[Deux accords de prêt d'un montant total de 510 M EUR entre l'Eximbank de Chine et le gouvernement ivoirien ont été ratifiés le 8 janvier par le Conseil des ministres de la Côte d'Ivoire.](#) Le montant du premier prêt est de 169 Mds FCFA (257 M EUR) et porte sur le financement de l'aménagement d'un barrage hydroélectrique sur le fleuve Sassandra situé à Gribo-Popoli. La puissance du barrage sera de 112 MW. Le montant du deuxième prêt est de 166 Mds FCFA (253 M EUR) et permettra le financement du renforcement de l'alimentation en eau potable des villes de Bouaflé, Boundiali, Daloa, Divo, Grand-Lahou, Katiola, Mankono, Odienné, Sassandra, Séguéla, Tanda, Touba, ainsi que des localités environnantes. Ce projet comprend la construction de stations de traitement d'eaux de surface, la construction de stations de reprise, de réservoirs au sol et de réservoirs surélevés, ainsi que la réalisation de conduites de refoulement et l'extension des réseaux de distribution, en vue de garantir et de pérenniser l'accès à l'eau potable aux populations des douze villes ci-dessus citées.

### **Projet de 82,3 M EUR de la BIsD pour l'assainissement à Abidjan**

Deux prêts de la Banque islamique de développement (BIsD), d'un montant de 28 Mds FCFA (42 M EUR) et 1,8 Md FCFA (40,3 M EUR) respectivement, ont été ratifiés [le 8 janvier par le Conseil des ministres ivoiriens](#) pour la réalisation d'un projet d'assainissement dans la ville d'Abidjan et 11 villes de l'intérieur du pays. Les réalisations comprendront la construction d'une usine compacte de digestion méthanique des boues de vidange d'une capacité de 500 m<sup>3</sup>/j à Abidjan-Sud, la construction d'une station de traitement de boues de vidange de 500 m<sup>3</sup> /j à Abidjan-Ouest et à Abidjan-Est, la construction d'une station de traitement de boues de vidange de 200 m<sup>3</sup> /j à Bouaké et de 100 m<sup>3</sup>/j dans plusieurs chefs-lieux de région, à savoir Abengourou, Bondoukou, Daloa, Daoukro, Dimbokro, Gagnoa, Man, Odienné, Séguéla et Soubré.

### **Refonte du fonds de garantie public**

[Le Conseil des ministres de la Côte d'Ivoire a adopté le 8 janvier 2020 la refonte du fonds de garantie de l'État.](#)

Un premier décret dissout le Nouveau fonds de garantie des crédits aux entreprises ivoiriennes (NFGCEI). Un second décret institue l'organisation et le fonctionnement du Fonds de garantie des petites et moyennes entreprises. Réservé aux PME ivoiriennes dont le capital est détenu à plus de 50 % par des ivoiriens, ce fonds est destiné à garantir les crédits bancaires accordés aux entreprises. En juin dernier, un conseiller du Secrétaire d'Etat auprès du ministre du Commerce, de l'industrie et de la promotion des PME, Félix Anoblé, indiquait que le fonds de garantie serait doté de 30 Mds FCFA (46 M EUR).

### **Wizall Money sélectionné par le gouvernement pour le paiement des allocations sociales**

[Wizall Money, filiale du groupe Banque Centrale Populaire, a été sélectionné comme opérateur de paiement](#)

dans le cadre du projet des filets sociaux productifs, une opération du gouvernement ivoirien soutenue par la Banque mondiale visant la lutte contre l'extrême pauvreté dans le pays. Ainsi, plus de 20 000 familles toucheront leurs allocations trimestrielles pendant 3 ans à travers Wizall Money. Les premiers paiements sont intervenus à l'issue d'une cérémonie officielle de lancement qui s'est tenue le 27 décembre 2019 à la Mairie d'Abobo en présence du Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, du ministre de la Défense et maire d'Abobo Hamed Bakayoko, et de la ministre de la Protection sociale Mariettou Touré. Pour rappel, Wizall est une startup fondée à Dakar en 2015. Elle a lancé ses activités en mars 2019 en Côte d'Ivoire et en décembre 2019 au Burkina Faso. Basé sur une stratégie B to B to C, Wizall, qui cible principalement les entreprises, ONG et administrations, propose une interface dédiée aux opérations de paiements (salaires, bourses d'études, allocations) mais aussi de collecte. Cette solution, gratuite pour l'utilisateur final, fonctionne avec tous les opérateurs et ne nécessite pas d'ouverture de compte.

## **Présentation de la jeune pousse ivoirienne Lifi Led au CES Las Vegas 2020**

[La start-up ivoirienne Lifi Led sera présente au salon américain du Consumer Electronic Show \(CES\)](#) à Las Vegas du 7 au 11 janvier 2020. A cette occasion, la société exposera ses solutions d'accès à l'internet et à l'énergie grâce aux panneaux solaires et à un système Li-fi (utilisation de la lumière pour transmettre la donnée). Pour le dirigeant de l'entreprise Ange Frederick Balma, l'objectif de cette participation est de démontrer la validité de sa solution et de rencontrer de futurs investisseurs.

## **Adoption d'un plan d'optimisation de la compétitivité d'Air Côte d'Ivoire**

[Le Conseil des ministres de la Côte d'Ivoire a adopté le 8 janvier 2020 un plan d'optimisation de la compétitivité d'Air Côte d'Ivoire.](#) Le gouvernement ivoirien a par ailleurs salué l'activité économique de la compagnie aérienne nationale. Sur un trafic global de 2,3 millions de passagers enregistrés en 2019 par l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, la compagnie aérienne Air Côte d'Ivoire revendique environ 850 000 passagers.

## **Campagne café 2019-2020 : le prix bord-champ maintenu à 700 FCFA**

Le président du conseil d'administration du Conseil du café-cacao, Lambert Kouassi Konan, a annoncé le 23 décembre 2019, à Abidjan, que [le prix garanti bord-champ du café serait maintenu à 700 FCFA/kg pour la campagne 2019-2020](#), grâce à une subvention de 32 Mds FCFA consentie par le gouvernement ivoirien. Ce prix correspond à celui de la campagne précédente. Cette annonce intervient alors que l'Organisation internationale du café (OIC) a élargi ses prévisions de déficit mondial de café pour la campagne 2019/2020 à 626 000 sacs de 60 kilos contre 502 000 sacs dans sa prévision de novembre. La production mondiale devrait chuter de 0,9% à 168,7 millions de sacs. La production d'Arabica baisserait de 4,1% à 96,2 millions de sacs et celle de Robusta progresserait de 3,7% à 72,5 millions de sacs - tandis que la consommation augmenterait de 0,7% à 169,34 millions, selon l'OIC. Pour rappel, la Côte d'Ivoire se classe au 3<sup>ème</sup> rang des producteurs africains de café (derrière l'Ethiopie et l'Ouganda) avec plus de 100 000 tonnes produites chaque année, principalement du Robusta.

## **GAMBIE**

---

### **Le service de la dette représenterait 66,5% des recettes fiscales en 2020**

[Selon la loi de finances adoptée par l'assemblée le 11 décembre](#), le service de la dette total s'élèverait à 7,7 Mds GMD (136 M EUR), soit environ 66% des recettes fiscales, en hausse de 11% par rapport à 2019. Les paiements d'intérêts de la dette publique passeraient de 2,7 Mds GMD (48 M EUR) en 2019 à 4,7 Mds (83 M EUR) en 2020, soit une hausse de 72%. Ils représenteraient ainsi 40% des recettes fiscales du gouvernement, contre 26% en 2019. La dette publique domestique du pays a augmenté à 33 Mds GMD (58 M EUR) et la dette publique totale a atteint 71 Mds GMD (125 M EUR).

## **GUINEE**

---

### **Un Centre de Perfectionnement en Finances Publiques (CPFP) inauguré à Conakry**

Mis en place grâce à un appui financier et technique de l'Union européenne dans le cadre du Programme d'appui aux finances publiques (PARFIP), [le CPFR a été inauguré le 8 janvier 2020 à Conakry par le ministre de l'Economie et des Finances](#) en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne en Guinée, Josep Coll. La première promotion des 100 auditeurs bénéficiera d'une formation dans les quatre programmes suivants : i) gestion budgétaire ; ii) comptabilité publique ; iii) fiscalité ; et iv) contrôle des finances publiques. La durée globale de la formation sera de neuf mois.

### **Le collège syndical d'Electricité de Guinée (EDG) annonce une grève générale et illimitée**

Le 8 janvier 2020, à l'issue d'une réunion de concertation, le collège syndical d'EDG a annoncé une grève générale et illimitée des agents de l'opérateur nationale de distribution d'électricité. Cette annonce ferait suite à l'échec des discussions engagées avec son département de tutelle, le Ministère de l'Energie, et

l'Inspection générale du travail. Le collège syndical réclame entre autres le respect des lois qui définissent les conditions de nomination du Directeur général de l'EDG, estimant que le recrutement annoncé du Directeur générale n'obéit pas à ces lois.

## MALI

---

### **1<sup>ère</sup> revue du programme de facilité élargie de crédit du FMI adoptée, 27,6 M USD décaissés**

[Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international \(FMI\) a achevé le 8 janvier 2020 la première revue de la performance du Mali](#) dans le cadre de son programme appuyé par un accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). L'achèvement de la revue permet au Mali de disposer d'environ 27,6 M USD, ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 55,3 M USD. L'exécution du programme est jugée globalement satisfaisante. 5 des 6 objectifs quantitatifs à fin septembre 2019 ont été atteints, le critère sur l'accumulation d'arriérés intérieurs n'ayant pas été observé en raison de contraintes de liquidité. L'économie malienne parvient à maintenir une trajectoire de croissance soutenue (5,1% en 2019) en dépit d'un contexte sécuritaire difficile, qui s'est encore détérioré depuis l'adoption du programme en août 2019. La croissance du PIB devrait s'établir à 5% en moyenne sur la période 2020-2024. Le déficit budgétaire global pour 2020 a été porté à 3,5 % du PIB, contre 3 % du PIB précédemment convenu, afin d'éviter l'éviction des dépenses sociales et de développement. Le programme reste principalement axé sur l'accroissement de la mobilisation des recettes, le renforcement de la gestion de la trésorerie, l'amélioration de la gouvernance et la poursuite de la restructuration financière de la compagnie nationale d'électricité (EDM).

## MAURITANIE

---

### **Prêt de 75 M EUR de la Chine pour le projet de construction d'un port de pêche à Nouakchott**

[L'Assemblée Nationale mauritanienne a adopté un projet de loi relatif à un accord de prêt signé entre la Mauritanie et la banque chinoise d'import-export](#) destiné à financer la construction d'un port de pêche à Nouakchott. Le montant de ce prêt est de 586 M de Yuans (75 M EUR), il sera remboursé sur 20 ans avec un délai de grâce de 5 ans, à un taux d'intérêt de 2% et une taxe d'engagement annuelle de 0,25%. Le port PK 28 devrait accueillir annuellement 400 000 tonnes de poissons. Cette adoption intervient alors que les exportations de poissons, principale ressource du pays, ont baissé l'an dernier [selon la Société mauritanienne de commercialisation du poisson \(SMCP\)](#) : les exportations de produits halieutiques ont atteint 248 000 tonnes en 2019, générant 638 M USD de recettes, contre 287 500 tonnes pour 706 M USD de recettes en 2018, soit une baisse de 16% en volume et de 11% en valeur.

## NIGER

---

### **5<sup>ème</sup> revue du programme de facilité élargie de crédit du FMI adoptée, 19,5 M USD décaissés**

[Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international \(FMI\) a achevé le 8 janvier 2020 la cinquième revue de la performance du Niger](#) dans le cadre de son programme appuyé par un accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). L'achèvement de la revue permet au Niger de disposer d'environ 19,5 M USD, ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 144,1 M USD. L'exécution du programme est jugée globalement satisfaisante. Tous les objectifs quantitatifs à fin juin 2019 ont été atteints. Cependant, un affaiblissement des recettes en fin d'année – dû en partie à la fermeture des frontières terrestres du Nigéria – ainsi que l'obtention d'un soutien budgétaire supplémentaire, ont nécessité l'ajustement des objectifs de fin décembre 2019. En dépit d'un contexte sécuritaire dégradé, l'économie nigérienne poursuit sa trajectoire de redressement, avec une croissance estimée à 6,3% en 2019 – portée par la mise en œuvre de grands projets dans le secteur extractifs. La mobilisation des recettes fiscales demeure une priorité de ce programme.

## **L'Union européenne débloque 34 M EUR pour appuyer la formation, la sécurité alimentaire et le développement**

[Une enveloppe de 34 M EUR \(22,5 Mds FCFA\) été décaissée par l'Union européenne pour appuyer plusieurs secteurs au Niger](#), notamment l'éducation et la formation à hauteur de 5,2 M EUR (3,4 Mds FCFA) ; la Sécurité alimentaire, nutritionnelle et le développement agricole durable (SANAD) à hauteur de 13,6 M EUR (8,9 Mds FCFA) ; et 15 M EUR (10,1 Mds FCFA) au titre de la résilience, de la construction de l'État et du programme d'Appui à la justice et à la sécurité au Niger (Ajusen). Le dernier volet de ce financement accompagnera le renforcement des finances publiques, de la santé, de l'environnement des affaires, de la justice, de la migration et de la gestion des frontières.

## **Lancement des travaux de construction de plusieurs chantiers routiers en 2020**

[L'année 2020 sera marquée par le lancement de plusieurs chantiers routiers au Niger](#), a indiqué le président de la République Mahamadou Issoufou dans son discours à la Nation le 31 décembre 2019. Il s'agit entre autres de la route Arlit-Agadez dont les travaux vont être réalisés par l'entreprise française Orano, du tronçon Dosso-Bela financé par les Etats-Unis d'Amérique, ou encore des voies Tahoua – Tamayya, Loga-Doutchi, Margou-Gaya, Tamaské-Tahoua, et Mainé-Gaidam. Les travaux de la route Diffa-frontière avec le Tchad seront également relancés.

## **SENEGAL**

---

### **20 M USD du Fonds émirati Khalifa pour soutenir les startups sénégalaises**

[Le Fonds émirati Khalifa](#) a mis à la disposition du Sénégal 20 M USD sous forme de don, pour permettre à la Délégation à l'Entreprenariat Rapide (DER) de construire un incubateur de dernière génération dans le quartier Mermoz à Dakar. Il s'agit, à travers cette donation, de soutenir les startups au Sénégal et en Afrique de l'Ouest.

### **Modification de la loi sur les partenariats public-privé**

[Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott, a annoncé, le 7 janvier, la modification de la loi sur les partenariats public-privé](#), espérant qu'elle soit validée par le Conseil des ministres, afin d'être présentée à l'Assemblée nationale en début février. Selon le ministre, les modifications prévues faciliteraient la conception et la mise en œuvre du financement de projets en partenariat public-privé avec les collectivités territoriales.

### **10 Mds FCFA investis pour la pêche semi-industrielle**

Le ministre de la Pêche et de l'Economie maritime, en visite au Centre national de formation des techniciens des pêches et de l'aquaculture à Thiaroye-sur-mer, [a annoncé qu'une subvention de 15,2 M EUR sera octroyée cette année pour l'achat de 10 000 moteurs de pirogue](#). L'objectif est de passer de la pêche artisanale à la pêche semi-industrielle qui requiert des équipements adaptés. Pour rappel, le secteur halieutique est l'un des premiers postes d'exportation du Sénégal (16% en 2017, soit 470 M USD selon la CNUCED).

### **Plus de 12 tonnes d'or produites en 2018 à Kedougou**

[Dans le cadre de l'atelier régional de partage des résultats du rapport du Comité national de l'initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives CN- ITIE](#), le Gouverneur de la région de Kedougou, qui présidait cet atelier, indique que la production industrielle d'or du Sénégal aurait atteint 12,6 tonnes en 2018 contre 7,3 tonnes en 2017 (soit +71,7%). Cette hausse s'expliquerait par le démarrage de l'exploitation du gisement de Mako (Kédougou) par la société Petowal mining company (filiale de la compagnie minière britannique Toro Gold) couplé à une hausse de la production de Sabodala. Au total, plus de 12 tonnes d'or et 0,9 tonne d'argent auraient été exportées par Sabodala gold operations (SGO) et PMC, générant un revenu brut de 277 Mds FCFA (soit 422 M EUR). Le montant de redevance minière serait estimé à 19 Mds FCFA (29 M EUR).

## SIERRA LEONE

---

### **Recul de l'inflation en novembre 2019 à 13,1% en g.a.**

[L'Institut national des statistiques de Sierra Leone a publié le 17 décembre 2019 son rapport mensuel sur l'inflation pour le mois de novembre 2019](#). Selon la publication, la hausse annuelle des prix à la consommation en glissement annuel s'est établie à +13,1% en novembre 2019, soit 2,8 pp de moins qu'en octobre (à +15,9%). La hausse mensuelle enregistrée est de +0,2%, en augmentation de 0,3 pp par rapport à octobre (-0,1%). La hausse mensuelle est principalement tirée par une augmentation du prix de l'accès à l'éducation (+68,7% en novembre contre une inflation nulle en octobre 2019), de l'accès à la santé (+3,1%, contre +0,4% en octobre), des loisirs et de la culture (+2,4%, contre -0,2% en octobre) et du logement, eau, gaz et électricité (+1,9%, contre 1,6% en octobre). A l'inverse, les prix des boissons alcoolisées et du tabac ont diminué de -4,1% en glissement mensuel en novembre, contre -0,3% en octobre 2019. En glissement annuel, les biens et services ayant connu la plus forte inflation sont ceux liés à l'accès à l'éducation (+71,4% en novembre, contre +69,2% en octobre 2019) et à la santé (+47,6%, contre 45,6% en octobre), la restauration et l'hôtellerie (+23,3%, contre +20,9% en octobre) le mobilier, l'équipement ménager et l'entretien ménager (+18,3%, contre 25,3% en octobre) et les vêtements et chaussures (+16,1%, contre 20% en octobre). Pour rappel, le critère de convergence de la CEDEAO fixe la limite de l'inflation annuelle à 10%.

## TOGO

---

### **Le Togo contracte un emprunt en devises et annonce le remboursement anticipé de 43,4 Mds FCFA de son emprunt obligataire local 2018-2019**

[Le Togo, conseillé par le groupe Lazard Frères, a engagé le processus de reprofilage de sa dette publique](#) en contractant un emprunt en devises dont le coût serait inférieur à 5% par an. Dans le même temps, les autorités togolaises ont annoncé le remboursement anticipé, le 26 janvier 2020, d'un solde nominal de 43,4 Mds FCFA de l'emprunt obligataire local 2018-2023, dont l'intérêt était fixé à 6,9%.

<b>Indicateurs Pays</b>	<b>BEN</b>	<b>BFA</b>	<b>CIV</b>	<b>RCI</b>	<b>GMB</b>	<b>GIN</b>	<b>GNB</b>	<b>LBR</b>	<b>MLI</b>	<b>MRT</b>	<b>NER</b>	<b>SEN</b>	<b>SLE</b>	<b>TGO</b>	<b>UEMOA</b>	<b>ASS</b>
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<b>Echanges</b>																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>																
<i>IDH (2018)<sup>3</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>4</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 188 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque